



Bifurcation à AgroParisTech : quelle voie pour une formation résolument interdisciplinaire ?

Florence F. Pinton, Nathalie Frascaria-Lacoste

► To cite this version:

Florence F. Pinton, Nathalie Frascaria-Lacoste. Bifurcation à AgroParisTech : quelle voie pour une formation résolument interdisciplinaire ?. Natures Sciences Sociétés, 2022, 30 (2), pp.122-123. <10.1051/nss/2022031>. <hal-03872655>

HAL Id: hal-03872655

<https://hal.science/hal-03872655v1>

Submitted on 25 Nov 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons CC BY 4.0 - Attribution - International License

Éditorial – Editorial

Bifurcation à AgroParisTech : quelle voie pour une formation résolument interdisciplinaire ?

La désertion des huit étudiants ingénieurs d'AgroParisTech (Institut des sciences et industries du vivant et de l'environnement), avec le refus d'exercer leurs privilèges au moment de la très solennelle remise des diplômes en mai dernier, a été fortement médiatisée et a suscité beaucoup de réactions à l'extérieur mais aussi parmi les enseignants-chercheurs de cette institution.

Dans les jours qui ont suivi, des courriels ont circulé parmi ces derniers au sein de l'école. Leurs auteurs cherchaient à témoigner de leur exaspération pour les uns, de leur déception pour les autres, voire pour certains de leur adhésion discrète à cette forme de rébellion, tandis que plusieurs, touchés par la force disruptive de l'évènement, s'interrogeaient sur les conditions et leviers de changement d'une société dans son ensemble.

Un court communiqué a été rapidement diffusé par la direction pour minimiser les propos et atténuer les possibles impacts de ce *buzz* sur la réputation de l'école. Une réunion en interne a été proposée en urgence et la majorité des personnels y a assisté, preuve du besoin de partager leurs ressentis et d'apporter une réponse collective et solidaire à l'échelle de cette communauté pédagogique.

Professeures à AgroParisTech en socioanthropologie et en écologie, membres du comité de rédaction de la revue *NSS*, nous avons vécu au plus près ces faits et souhaitons revenir sur cet évènement pour le saisir de l'intérieur par le prisme de la revue, dont les travaux peuvent apporter un certain nombre d'éclairages.

Il y a eu, selon nous, non pas un renoncement des ingénieurs mais d'abord une prise de parole en interne visant à « réveiller » les élèves de cette promotion, suivie par un acte politique et médiatique déplaçant le débat sur la scène publique. Ce registre d'action, qui a fait l'objet de plusieurs mobilisations tout aussi fortes mais moins médiatisées dans le passé, et qui a été relayé au sein d'autres grandes écoles, illustre d'abord une crise de confiance sévère envers la capacité de la science à se saisir des problèmes écologiques, autrement que de façon réductionniste et techniciste, alors que les enjeux sont tout aussi politiques, économiques et sociaux et, osons le

dire, systémiques. À AgroParisTech comme ailleurs, la formation des ingénieurs repose encore majoritairement sur une définition de la science qui met en avant ses qualités de neutralité, d'objectivité et de rationalité, auxquelles croient de nombreux enseignants. Depuis ses débuts, l'institut instille un rapport à la nature empreint des Lumières, nature dont les différentes composantes sont considérées comme des entités extérieures, malléables à souhait, dont la connaissance relèverait de la démarche scientifique, et dont la valorisation serait du ressort des lois de l'économie et du marché. Pourtant, face notamment à l'urgence climatique, les résultats ne sont pas là, les controverses se multiplient, les crises écologiques et sociales s'amplifient, le doute et l'incertitude s'installent. Certains étudiants investissent alors le champ politique, se détournent des secteurs d'activité pour lesquels ils étaient *a priori* formés ; c'est ce qu'ils nomment la « bifurcation ». On peut considérer cela, certes comme une perte pour la société qui a financé leurs formations, mais aussi et surtout, comme un signal fort que quelque chose ne va plus, que le déni climatique dans lequel nous sommes plongés n'est plus acceptable pour la jeune génération.

Nous avons fait l'expérience de tensions grandissantes cette dernière décennie, au sein de nos propres cours, avec de fortes attentes de nos étudiants sur les volets sociaux et écologiques, les méthodes à mettre en œuvre et les réponses à apporter, ce qui témoigne de leur volonté d'agir sur le futur. Les sciences sociales, longtemps boudées, sont devenues un détour important dans ce contexte car elles sont censées déconstruire les solutions techniques et les décisions politicoéconomiques, mettre en avant les rapports de force et les jeux de pouvoir mais aussi repérer les questions socialement vives et les éléments transformatoires à l'œuvre. Pourtant, en 2021, la sociologie de l'environnement a failli disparaître pour ne pas avoir récolté assez de voix de la part des enseignants-chercheurs lors des votes de renouvellement de postes au sein du conseil des enseignants, instance centrale de l'école pour valider des décisions.

On ne peut pas dire que les problèmes écologiques et socioenvironnementaux ne soient pas abordés dans les

enseignements d'AgroParisTech. Mais comment le sont-ils, sous quel angle et dans quelles proportions ? De même, on ne peut pas dire qu'il n'y a pas eu d'évolution au sein même des disciplines, ces dernières décennies. Le verdissement des cours a bien eu lieu. Quatre grands domaines-clés ont été retenus pour structurer la formation ingénieur, dont l'un consacré aux problématiques environnementales. L'offre de cours a été restructurée et s'est diversifiée et l'interdisciplinarité a été affichée. Malheureusement, les discussions dont nous avons été partie prenante ont surtout concerné la réduction des volumes horaires de cours, l'augmentation des effectifs d'étudiants et non les contenus et la validation des savoirs. L'attitude pédagogique et d'ouverture vers les autres disciplines n'a pas été débattue.

AgroParisTech peut aussi se féliciter d'avoir engagé des inflexions réelles dans les profils de recrutement, dans la création de modules optionnels, dans l'organisation de débats contradictoires sur des sujets d'actualité, dans la liberté donnée aux étudiants pour organiser des conférences. Pour autant, nous n'avons pas noté de « ruptures transformatrices » dans les savoirs transmis, sinon des niches, au sein de modules pour la plupart optionnels ou dans quelques offres de spécialisation en 3^e année. Au sein de l'école, les enseignants-chercheurs sont répartis dans différents départements, chacun d'entre eux défendant d'abord les champs disciplinaires qu'il abrite pour assurer la reproduction de sa maquette et ne pas fragiliser ses propres enseignements.

Se pose donc la question de la gouvernance et des prises de décision dans le régime universitaire français. Pourquoi les établissements ne se donnent-ils pas les moyens d'interroger leur projet global de formation, les pédagogies à mettre en œuvre, les disciplines à renouveler ? Il n'est pas rare que l'on y fasse appel à des prestataires – la fresque du climat, par exemple – pour assurer le verdissement de formations, au sein desquelles on ne touche à rien par ailleurs. L'inertie des institutions est grande sachant qu'elles sont aussi plongées dans le monde économique, social et politique qui décide de leurs moyens d'existence. La mise en concurrence des universités, la course à l'excellence (le nouvel univers de l'Université Paris-Saclay en ce qui concerne AgroParisTech), la tutelle des ministères (notamment celui de l'Agriculture pour AgroParisTech), l'importance des financements extérieurs par de grands

groupes qui n'ont pas intérêt à faire bouger le monde, sinon par des technologies adaptatives comme sources de nouveaux profits, et la position des enseignants-chercheurs pris dans des logiques organisationnelles et stratégiques pour défendre leurs statuts et s'acquitter de leurs lourdes charges d'enseignement, cela fait beaucoup de freins à faire sauter.

Un enseignement « transformatoire » est-il possible à AgroParisTech – et dans l'ensemble des établissements d'enseignement supérieur qui n'échappent pas à ces difficultés ? C'est un vrai défi qui ne pourra être relevé sans véritable volonté politique associée à un fort engagement des enseignants eux-mêmes et sans recomposition des pouvoirs et légitimités. Il est urgent de réfléchir à l'idée de « société écologique » et de questionner les autres sources de savoirs, qu'ils soient empiriques, expérientiels, localisés, citoyens. Il est urgent aussi de penser un projet de société dans sa dimension collective et de repenser les liens entre natures, sciences et sociétés pour initier de l'apprentissage et susciter de nouvelles conceptions du monde vivant.

La vivacité des réactions au sein d'AgroParisTech peut être un commencement, une opportunité à saisir. Un projet de séminaire interne autour des questions du vivant rassemblant toutes les disciplines a émergé et a été validé au sein de cet établissement comme démarche nécessaire pour impulser des transformations. Aura-t-il lieu une fois les émotions retombées et l'installation sur le plateau de Saclay achevée ? Est-ce que ce sera suffisant pour former les enseignants-chercheurs aux approches de la société de la connaissance et des controverses scientifiques, pour leur présenter les différentes théories de la transition écologique et de la résilience, pour les sensibiliser aux dimensions interdisciplinaires de leur objet de recherche et aux méthodes déjà en place ? C'est en tout cas ce à quoi s'attelle NSS depuis sa création. Il s'agit aujourd'hui de repenser ce que le mot éducation signifie. La responsabilité des instituts et établissements supérieurs de formation est de s'engager dans cette voie, certes difficile mais incontournable, pour ne pas risquer d'avoir demain trop de jeunes diplômés qui désertent.

Florence Pinton 
et Nathalie Frascaria-Lacoste 